

Lionel
Jospin
L'impasse

Café Voltaire
Flammarion

L'impasse

DÉJÀ PARUS DANS LA COLLECTION CAFÉ VOLTAIRE :

- Jacques Julliard, *Le Malheur français*, (2005).
Régis Debray, *Sur le pont d'Avignon*, (2005).
Andreï Makine, *Cette France qu'on oublie d'aimer*, (2006).
Michel Crépu, *Solitude de la grenouille*, (2006).
Élie Barnavi, *Les religions meurtrières*, (2006).
Tzvetan Todorov, *La littérature en péril*, (2007).
Michel Schneider, *L'indifférence des sexes*, (2007).
Pascal Mérigeau, *Cinéma : Autopsie d'un meurtre*, (2007).
Régis Debray, *L'obscénité démocratique*, (2007).

Lionel JOSPIN

L'impasse

Café Voltaire

Flammarion

DU MÊME AUTEUR

L'Invention du possible, Flammarion, 1991.

*Le Temps de répondre, entretiens avec Alain
Dubamel*, Stock, 2002 ; Livre de Poche, 2002.

Le monde comme je le vois, Gallimard, 2005.

© Flammarion, 2007.
ISBN : 978-2-0812-1001-1

INTRODUCTION

Longtemps, je me suis exprimé avec retenue. Je dirigeais un parti, je gouvernais, je devais rassembler la gauche. J'agissais.

Après avril 2002, j'ai assumé ma responsabilité et décidé de passer la main. Il ne me revenait pas de multiplier les jugements.

Aujourd'hui, je suis libre. Le rendez-vous électoral de 2007 est passé. Et je suis inquiet pour les socialistes. J'ai le devoir de dire franchement ce que je pense.

J'écris ce livre après la défaite. Non pas parce que nous avons perdu. Un revers – je le sais mieux que quiconque – est toujours possible. Mais en raison des causes et des conditions de l'échec. Cette élection a été étrange : les socialistes se sont laissé persuader de choisir comme candidate, sur une promesse de victoire, celle qui était la moins capable de gagner.

Il ne faut pas que cette illusion se prolonge. Ni qu'on présente comme moderne et novatrice une démarche archaïsante et régressive. Elle nous maintiendrait dans l'impasse dont il faut sortir. Une

certaine conception de la politique en France et l'avenir du mouvement socialiste sont en jeu. C'est pourquoi je m'exprime ici sans détour.

J'ai quelques titres à le faire. Aux côtés de François Mitterrand et avec d'autres, j'ai contribué à la renaissance du PS. Je l'ai dirigé dans des périodes clefs. Avec l'ancien président, je suis le seul socialiste à avoir conduit la gauche au pouvoir pendant ce demi-siècle. J'ai gouverné le pays pendant cinq ans. Ce temps ne fut pas une mauvaise période pour la France.

Je ne suis ni guidé ni gêné par l'ambition personnelle. Je n'ai de prévention à l'égard de personne. Mon point de vue est désintéressé. Il s'attache aux faits et il défend des valeurs.

Le revers de 2002 reste un regret politique. Car, sans m'exempter de toute erreur, je sais qu'il était évitable si la gauche de gouvernement était restée solidaire. J'ai espéré que 2007 viendrait effacer cette douloureuse mésaventure et j'aurais salué avec plaisir le symbole de l'accession d'une femme à la présidence de la République.

Mais Ségolène Royal, que j'avais choisie comme ministre en 1997 au moment où je proposais à François Hollande de me succéder à la tête du Parti socialiste, ne me semblait pas armée pour nous conduire à la victoire et pour exercer avec succès la fonction présidentielle. Non pas parce qu'elle était une femme, mais parce que j'avais pu me faire une idée assez exacte de ses qualités, notoires, et de ses insuffisances, réelles. Je m'inquiétais de sa façon d'aborder les problèmes du pays, de penser

les questions politiques, de concevoir la relation avec les citoyens et de traiter le Parti socialiste.

Je n'ai pas dissimulé mes réserves, quand ont été connues les candidatures potentielles, notamment auprès du premier secrétaire du Parti socialiste. Je tenais à ce que mes mises en garde soient claires, pour ceux qui voulaient bien encore les entendre.

En public, j'ai formulé ces restrictions de façon très générale, pour qu'elles ne puissent être utilisées dans la campagne électorale contre notre éventuelle candidate.

Après la désignation et pendant la campagne présidentielle, on sait que je me suis gardé de toute attitude négative. Je n'ai pas joué les conseillers de l'extérieur et encore moins les censeurs. J'ai pris mes distances à l'égard de ceux, y compris des proches, qui attaquaient celle que mon parti avait choisie. J'ai participé à la mobilisation sur le terrain.

Notre candidate a mené sa campagne comme elle l'entendait : avec sa façon d'être, ses mots et ses actes. La victoire promise n'a pas été au rendez-vous. Malgré la fadeur des présidences de Jacques Chirac, malgré l'échec et l'impopularité de deux gouvernements dans lesquels Nicolas Sarkozy était omniprésent, la droite a remporté les élections et conservé les pouvoirs exécutif et législatif.

Il faut revenir sur ce curieux déroulement politique et en tirer des leçons : c'est une des raisons de ce livre. Il analyse un fourvoiement. Il incite à ne pas le reproduire. Il engage une réflexion, pour sortir de l'impasse et suggérer un cheminement dans le nouveau paysage politique.

I

D'UNE ÉLECTION À L'AUTRE

Le 21 avril 2002, candidat socialiste à l'élection présidentielle, j'ai été contre toute attente écarté dès le premier tour. La gauche était absente du second. Sous le regard incrédule des Français et des Européens, le leader de l'extrême droite, Jean-Marie Le Pen, se retrouvait face au candidat de la droite classique, Jacques Chirac.

J'assume la défaite

Quand a surgi ce résultat, au siège de ma campagne, le soir du 21 avril 2002, comme un coup de tonnerre, annoncer mon retrait de la vie politique active s'est imposé à moi comme une évidence. J'étais éliminé sans pouvoir défendre finalement les chances de la gauche. Chacune des composantes de la majorité plurielle avait voulu faire prospérer son pré carré électoral au premier tour, sans se soucier de savoir si je serais en mesure d'assurer la victoire de l'ensemble ensuite. C'était pour moi une remise en cause personnelle, mais aussi, de la part

de la gauche, la démonstration d'une sorte de distraction politique voire d'un masochisme.

Je l'ai déjà dit : la crise électorale de 2002 résulte avant tout de l'écroulement de la construction politique de la gauche plurielle, faite à la fois de synthèses et d'alliances. Cette construction avait son sens et son efficacité. À partir du moment où ses composantes ne la défendaient plus et dénigraient son action, elle perdait sa force d'attraction auprès des Français et celui qui l'incarnait se trouvait affaibli pour aller plus loin.

Quant à la conduite de la campagne de 2002, je n'écarte évidemment pas ma propre responsabilité. Je l'ai d'ailleurs assumée. L'erreur la plus grave est sans doute d'avoir sous-estimé l'effet de la dispersion de la gauche au premier tour. Peut-être avais-je du mal à comprendre le cynisme, finalement suicidaire, de ministres de gauche qui, après avoir gouverné des années à mes côtés, se sont retournés contre moi au premier tour. D'autre part, j'ai mal pris la mesure des effets de cinq ans de cohabitation. En politique étrangère, la France avait parlé d'une seule voix. En politique intérieure, le président s'était exonéré de toute responsabilité effective, tirant bénéfice des réussites de notre action et m'attaquant à la moindre difficulté. J'ai aussi surestimé le bénéfice du bilan de mon gouvernement. Bilan solide si on le compare à celui de la droite en 2007, mais forcément contrasté. En tout cas le désastre était là.

J'avais besoin d'accomplir un geste public et fort. Non par orgueil – encore qu'on n'est pas obligé face à l'échec de s'accrocher à ses mandats et de poursuivre sa carrière – mais par dignité. Si mon élimination avait été voulue délibérément par les électeurs (comme une condamnation des années de gouvernement), alors il fallait admettre cette sanction et en tirer pour moi-même la conclusion. Si elle était l'effet inattendu de l'imprudence des partis de gauche et de l'insouciance de leurs électeurs, il était important de marquer devant tous que la politique et le vote étaient choses sérieuses en démocratie. Je n'ai jamais regretté cette décision, même si je déplore toujours l'enchaînement qui me l'a fait prendre.

Était-ce abandonner les socialistes en pleine bataille ? Non. On m'a quelquefois appliqué cette métaphore militaire, comme si la vie démocratique était une guerre. Tout juste battu à l'élection présidentielle, devais-je m'imposer au premier secrétaire du Parti socialiste pour conduire la campagne des élections législatives ? Devais-je écarter le député qui me suppléait depuis cinq ans en Haute-Garonne, Patrick Lemasle, pour récupérer mon siège ? Ce n'est pas ma conception des choses.

Au lendemain de ma défaite, je servais mieux les socialistes en accentuant dans l'opinion, par un renoncement personnel symbolique, le choc politique de mon éviction surprise. De fait, l'« effet 21 avril » – comme on l'a nommé par la suite – a joué dès les élections législatives de juin : le résultat a été bien moins mauvais qu'en 1993. Son impact a été plus manifeste encore dans les élections

régionales et européennes de 2004, sans parler bien sûr du premier tour de l'élection présidentielle de 2007... Je suis convaincu que la leçon, pour nous tous, aurait été moins efficace si j'avais poursuivi une carrière politique, comme si rien ne s'était passé.

Je m'en suis tenu à cette décision. Comme socialiste et comme citoyen, j'ai participé au débat public en rédigeant des articles, en faisant quelques émissions de radio ou de télévision, en écrivant un livre de réflexions, en appuyant le Premier secrétaire de mon parti ou en allant soutenir des candidats aux élections. Je n'ai exercé aucune responsabilité politique ni brigué aucun mandat.

Quoi qu'il en soit, en mai 2002, la confrontation entre les deux personnalités et les deux projets incarnant la gauche et la droite et culminant dans le traditionnel face-à-face télévisuel n'a pas eu lieu. Cependant que la droite se tenait coite et se réjouissait, la gauche et l'extrême-gauche, au nom de l'« antifascisme », appelaient à voter pour l'adversaire conservateur. Jacques Chirac, qui avait recueilli au premier tour le plus faible score de toute la V^e République pour un président sortant (moins de 20 % des voix), était réélu avec plus de 80 % des voix, score faramineux dans un pays démocratique.

Après un premier tour fragmenté et un second tour escamoté, la France retrouvait le même chef de l'État, en ayant respecté le rituel démocratique mais sans qu'un choix politique lui ait été véritablement proposé. La mémoire collective traduit ce fait. La date symbolique de la présidentielle de 2002

reste celle du premier tour : le 21 avril, comme si cette élection, bien que conclue, restait pour tous inachevée.

On le sait, ni le président de la République ni ses gouvernements n'ont cherché à prendre en compte les circonstances exceptionnelles qui leur avaient livré la victoire, afin de lui donner du sens. Ils auraient pu accueillir avec respect le geste accompli par des millions d'électeurs de gauche au nom d'une certaine idée de la République. Il n'en a rien été. Ravie d'une victoire aussi inattendue, la droite n'a songé qu'aux siens, sans craindre de frustrer ceux qui avaient pourtant fait preuve d'un beau désintéressement civique. Cela a sans doute accentué, ensuite, l'impopularité de sa politique.

Le PS n'explique pas l'échec

La gauche s'est divisée à nouveau sur les leçons à tirer de la défaite. Dans l'ancienne « majorité plurielle », le Parti communiste, les Verts et le Mouvement des citoyens ont choisi la commodité d'une posture simple mais maladroite : la gauche avait été battue parce qu'elle n'avait pas conduit une bonne politique. Naturellement, ils occultaient le fait qu'ils l'avaient partagée et ils étaient loin d'être d'accord entre eux sur ce qu'aurait été la « bonne politique ».

Au Parti socialiste, on s'est montré prudent sur l'explication de la défaite. Seuls quelques-uns se sont risqués à faire le procès tardif et incertain de l'action du gouvernement. La plupart des responsables, à l'instar du premier d'entre eux, François

Hollande, sont restés solidaires de l'action passée. Il est vrai que celle-ci avait été définie et conduite en liaison constante avec le PS et avec la participation directe au gouvernement de beaucoup de ses dirigeants. En outre, le travail gouvernemental avait eu le soutien constant et convaincu des militants socialistes.

Quant à mon programme présidentiel, il s'appuyait sur un projet préparé par le PS. Il avait été étoffé lors de plusieurs rencontres avec une trentaine de responsables socialistes de toutes tendances, membres ou non du gouvernement. C'est pourquoi le Parti socialiste pouvait critiquer ma campagne, mais pas en raison de la politique du gouvernement. D'ailleurs, revenu dans l'opposition, le PS a souvent contesté les mesures de la droite en les confrontant à celles que nous avons prises.

Cependant, le PS ne se résolvait pas à expliquer mon éviction par l'irresponsable division de la gauche face à un Front national sous-estimé. Visiblement, il n'entendait pas contrarier ses futurs partenaires qui ne voulaient porter aucune responsabilité dans la défaite de 2002. Du coup, celle-ci est restée non éclaircie et les interprétations négatives de la droite et celles de l'extrême gauche ont pu prospérer.

Le tournant du référendum

L'évolution de la France après 2002 a été contrastée. Un consensus s'est réalisé rapidement autour de la décision du président réélu de ne pas engager le pays dans l'aventure militaire américaine en Irak. Mais très vite, sur le plan intérieur, la France s'est rétractée. Face à une politique économique et sociale d'autant plus ressentie comme injuste qu'elle était inefficace, le pays s'est laissé aller à une humeur chagrine et pessimiste.

Ensuite, l'insuccès de la politique de la nouvelle majorité, l'impopularité progressive du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin et les triomphes électoraux inespérés de la gauche aux régionales et aux européennes de 2004 ont produit un effet trompeur qui semble avoir immobilisé le PS. Certains ont cru sans doute qu'un processus de reconquête s'était mécaniquement enclenché et qu'il suffirait de s'opposer aujourd'hui pour gagner demain. Avec deux conséquences.

La première, presque immédiate, a été d'envisager avec légèreté la ratification du Traité constitutionnel européen signé par tous les gouvernements de l'Union et que la France devait approuver comme d'autres en 2005. Deux modes de ratification étaient offerts par la Constitution : soit le vote des députés et des sénateurs réunis en Congrès, soit la consultation des Français par référendum.

La voie parlementaire avait beaucoup d'avantages. Elle évitait aux Français d'avoir à se prononcer d'une manière binaire et schématique sur un texte long, complexe et obscur. Elle dispensait le Parti

socialiste de s'engager frontalement. Au Congrès, la grande majorité de ses parlementaires aurait voté oui, une minorité d'entre eux s'abstenant ou votant contre, sans conséquence notable. Le traité était assuré d'être approuvé par les partis de droite majoritaires à l'Assemblée nationale et au Sénat. Dans un climat politique français devenu tendu, le Parti socialiste pouvait se déterminer librement et sans risque. Le traité signé par la France aurait été ratifié par la représentation nationale.

La voie référendaire était plus aléatoire. C'est pourtant le mode de ratification qu'a réclamé la direction du Parti socialiste, par une décision dont on ne sait toujours pas aujourd'hui si elle a été vraiment réfléchie. À l'évidence, l'option était risquée, puisque les socialistes n'étaient pas d'accord sur le fond, même si une grosse majorité d'entre eux penchait pour l'approbation. Il était aventureux de s'engager dans un débat référendaire en étant divisés. Pourquoi l'avoir fait ?

Des préoccupations de tactique interne au Parti socialiste semblent n'avoir pas été étrangères à cette résolution malheureuse. Plusieurs responsables des minorités d'alors, sans doute sincèrement hostiles à certains aspects du traité, voulaient sommer le président de la République de consulter le peuple par référendum. Ils espéraient ainsi fixer le Parti socialiste sur une position négative (il est difficile de dire oui au pouvoir quand on est dans l'opposition). Dans la majorité du parti, le premier secrétaire, François Hollande, et Dominique Strauss-Kahn étaient favorables à la ratification, et Laurent Fabius hésitait. Sans s'inquiéter de cette contradiction ou

voulant au contraire en jouer dans leurs rapports, ils ont cédé à la demande de référendum des minoritaires, comme s'il s'agissait d'une concession de pure forme.

D'aucuns estimaient que Jacques Chirac refuserait le référendum, par peur d'un échec. C'était faire bon marché de la dignité d'un président dit de culture gaulliste que d'espérer le voir se dérober à une interpellation publique. De surcroît, le chef de l'État n'était sûrement pas fâché de partager avec l'opposition la responsabilité du vote : par l'engagement des socialistes, il gagnerait la consultation populaire et il restaurerait une partie de son crédit. Si nous voulions tendre un piège au président de la République, il s'est refermé sur nous tout autant.

L'épisode malencontreux du non au référendum résulte d'une mauvaise appréciation du climat réel de l'époque : d'une sous-estimation du désir des Français de sanctionner le président et son gouvernement ; d'une surestimation de notre capacité à entraîner l'opinion (abusés peut-être par nos succès électoraux de 2004) ; enfin d'une méconnaissance du rapport ambivalent des Français à l'égard de la construction européenne.

Nous aurions dû garder le souvenir du référendum de 1992 sur le traité de Maastricht, quand le refus fut évité de peu. En 2005, le rejet fut net, avec 55 % des voix, alors que les deux grands partis de la droite et de la gauche françaises appelaient à voter oui. Jacques Chirac, il est vrai, n'avait pas la force de conviction de François Mitterrand. Le

Parti socialiste était nettement plus divisé sur ce traité qu'il ne l'était à propos de Maastricht. Enfin, le désabusement à l'égard de l'Europe avait beaucoup progressé. En tout cas, le président de la République fut désavoué, tout comme le grand parti de l'opposition.

Cela pouvait-il être évité ? Oui, si le Parti socialiste s'était uni sur une position et l'avait défendue de façon solidaire. En 1972, par exemple, lors du référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, nous étions favorables à cette adhésion sans vouloir conforter le président Pompidou. Après un débat contradictoire arbitré par François Mitterrand, nous nous sommes rassemblés sur une position d'abstention.

Partagés, les socialistes auraient dû faire preuve de prudence. Au lieu d'exiger du président un référendum qui allait les diviser, ils pouvaient prévenir Jacques Chirac qu'ils n'appelleraient pas à voter oui, en cas de référendum. Notre opposition à sa politique l'interdisait. Il lui reviendrait donc de passer par la voie parlementaire, puisqu'il disposait au Congrès de la majorité requise.

Nous avons agi à l'opposé, en réclamant un référendum. Pour comble, le PS a appelé officiellement à voter oui, tandis qu'une partie de ses leaders faisait campagne pour le non. Comment convaincre dans ces conditions ? Les Français, qui avaient massivement voté socialiste un an plus tôt, se sont, sur l'Europe, détournés de nous. Un clivage stérile a partagé la gauche. Le Parti socialiste est resté traversé de divisions et de rancœurs. La dynamique

Mise en page
PCA
44400 Rezé

N° d'édition : L.01ELJN000176.N001
Dépôt légal : septembre 2007

Extrait de la publication